



ERRATUM

Commission paritaire pour les sociétés de
bourse
n° 309

**CCT n° 108633/CO/309
du 28/06/2011**

Correction du texte en français :

- l'article 5 doit être lu comme suit : « § 4. *La transposition en un avantage équivalent doit se faire via concertation au niveau de l'entreprise au plus tard au 30 avril de l'année concernée. A titre de mesure transitoire pour 2011, la transposition en un avantage équivalent peut s'effectuer au plus tard pour le 15 novembre 2011.* ».

- l'article 8, doit être lu comme suit : « *Une évaluation du système supplétif des éco-chèques sera réalisée en commission paritaire, pour le 30 avril 2013. Dans cette optique, l'évaluation portera sur l'opportunité de poursuivre le système des éco-chèques après 2012 ou de le remplacer éventuellement par un autre système supplétif, sans exclure une formule brute avec un coût patronal maximal équivalent.* ».

Décision du

ERRATUM

Paritair comité voor de beursvenoot-
schappen
nr. 309

**CAO nr. 108633/CO/309
van 28/06/2011**

Verbetering van de Franstalige tekst :

- artikel 5 moet als volgt gelezen worden : « § 4. *La transposition en un avantage équivalent doit se faire via concertation au niveau de l'entreprise au plus tard au 30 avril de l'année concernée. A titre de mesure transitoire pour 2011, la transposition en un avantage équivalent peut s'effectuer au plus tard pour le 15 novembre 2011.* ».

- artikel 8, moet als volgt gelezen worden : « *Une évaluation du système supplétif des éco-chèques sera réalisée en commission paritaire, pour le 30 avril 2013. Dans cette optique, l'évaluation portera sur l'opportunité de poursuivre le système des éco-chèques après 2012 ou de le remplacer éventuellement par un autre système supplétif, sans exclure une formule brute avec un coût patronal maximal équivalent.* ».

Beslissing van

13 -06- 2014

CP 309 COMMISSION PARITAIRE POUR LES SOCIÉTÉS DE BOURSE
CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL DU 28 JUIN 2011 CONCERNANT LE POUVOIR
D'ACHAT, VOLET ÉCO-CHÈQUES

Neerlegging-Dépôt: 27/01/2012
Regist.-Enregistr.: 07/03/2012
N°: 108633/CO/309

Chapitre 1^{er}: Champ d'application

Article 1^{er}

La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs et aux travailleurs des entreprises ressortissant à la compétence de la Commission paritaire pour les sociétés de bourse.

Chapitre 2: Définition

Article 2

En exécution de la convention collective de travail n° 98 relative aux éco-chèques, conclue au sein du Conseil national du Travail en date du 20 février 2009 et modifiée ultérieurement, les éco-chèques sont octroyés sur la base des modalités suivantes:

Article 3

§ 1^{er}. Les éco-chèques permettent aux travailleurs d'acquérir uniquement les produits ou services de nature écologique, mentionnés dans la liste jointe en annexe à la convention collective de travail n° 98. Leur validité est limitée à 24 mois, à compter de la date de leur mise à disposition du travailleur.

§ 2. La valeur maximale nominale de l'éco-chèques est de € 10 par éco-chèques.

Chapitre 3: Modalités d'octroi

Article 4

§ 1^{er}. Le droit aux éco-chèques ne naît qu'après expiration de la période d'essai.

§ 2. Au plus tard en décembre 2011, tous les travailleurs occupés à temps plein et présentant une période de référence complète bénéficieront d'éco-chèques, d'une valeur totale de maximum 125,00 EUR.

Dans le courant du mois de juin 2012, tous les travailleurs occupés à temps plein et présentant une période de référence complète bénéficieront d'éco-chèques d'une valeur totale de maximum 250,00 EUR.

§ 3. Pour les travailleurs occupés à temps partiel, le montant est adapté en fonction du rapport entre la durée de travail hebdomadaire moyenne du travailleur concerné et la durée de travail hebdomadaire moyenne d'un travailleur à temps plein.
L'arrondi s'effectue à l'unité supérieure.

§ 4. Les montants susdits sont dus aux travailleurs présentant une période de référence complète.

La période de référence est la période de 12 mois précédant le mois au cours duquel les éco-chèques sont remis.

Pour la détermination de la période de référence, il est tenu compte de tous les jours effectivement prestés ainsi que les jours assimilés sur la base de la convention collective de travail n° 98 relative aux éco-chèques.

Pour les travailleurs dont la période de référence est incomplète, le montant est fixé en fonction des prestations effectives et périodes assimilées selon la CCT n° 98 (Article 6, §3).

Ce régime de prorata s'applique également en cas de changement de statut (de temps plein à temps partiel ou vice versa).

Chapitre 4: Concrétisation au niveau de l'entreprise

Article 5

§ 1^{er}. Il peut être opté, au niveau de l'entreprise, pour une matérialisation équivalente au lieu de l'octroi d'éco-chèques.

§ 2. Par matérialisation équivalente, on entend par exemple : une augmentation du régime existant des chèques-repas de € 1 par jour ; l'instauration ou l'amélioration d'une police existante d'assurance hospitalisation collective ; l'instauration ou l'amélioration d'un plan de pension complémentaire existant ; une augmentation du salaire mensuel brut ; l'octroi d'une prime brute et, ce, toujours pour une valeur de 125 EUR maximum en 2011 et 250 EUR maximum en 2012.

§ 3. Le coût patronal total des avantages transposés ne peut en aucun cas excéder le coût patronal total de l'application du régime sectoriel supplétif, toutes charges comprises pour l'employeur.

§ 4. La transposition en un avantage équivalent doit se faire *via concertation* au niveau de l'entreprise ou d'un accord individuel avec les travailleurs, au plus tard au 30 avril de l'année concernée. A titre de mesure transitoire pour 2011, la transposition en un avantage équivalent peut s'effectuer au plus tard pour le 15 novembre 2011.

Chapitre 5: Information aux travailleurs

Article 6

L'employeur informe les travailleurs du contenu de la CCT n° 98 ainsi que du choix qu'il a posé dans le cadre d'une transposition en un avantage équivalent.

Chapitre 6: Exceptions

Article 7

Les dispositions de la présente convention collective de travail ne s'appliquent pas aux entreprises qui, au moment de l'octroi des éco-chèques ou de l'avantage équivalent, se trouvent en situation de restructuration, faillite, liquidation ou fermeture.

Chapitre 7: Dispositions finales

Article 8

Une évaluation du système supplétif des éco-chèques sera réalisée en commission paritaire, pour le 30 avril 2013

Dans cette optique, l'évaluation portera sur l'opportunité de poursuivre le système des éco-chèques après 2012 ou de le remplacer éventuellement par un autre système supplétif, sans exclure une formule brute avec un coût patronal maximal équivalent.

Article 9

Les organisations syndicales représentées s'engagent, pendant la durée de la présente convention, à ne poser aucune revendication supplémentaire, ni au niveau de la commission paritaire, ni au sein des entreprises, concernant les matières traitées dans la présente convention.

Chapitre 8: Durée de validité

Article 10

La présente convention collective de travail entre en vigueur le 28 juin 2011 et cesse d'être en vigueur le 31 décembre 2012.

PC 309.00 – PARITAIR COMITE VOOR DE BEURSVENNOOTSCHAPPEN

COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST VAN 28 JUNI 2011 BETREFFENDE DE KOOPKRACHT LUIK ECOCHEQUES

Hoofdstuk 1 : Toepassingsgebied

Artikel 1.

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en de werknemers van de ondernemingen welke tot de bevoegdheid van het Paritair Comité voor de beursvennootschappen behoren.

Hoofdstuk 2: Definitie

Artikel 2.

In uitvoering van de collectieve arbeidsovereenkomst nr.98 betreffende de ecocheques, gesloten in de Nationale Arbeidsraad van 20 februari 2009 en zoals later gewijzigd, worden de ecocheques toegekend op basis van de onderstaande modaliteiten:

Artikel 3

§ 1. de werknemers kunnen met ecocheques alleen de producten of diensten van ecologische aard aankopen die expliciet opgenomen zijn in de bij de collectieve arbeidsovereenkomst nr.98 gevoegde lijst.

Hun geldigheid is beperkt tot 24 maanden, vanaf de datum van hun terbeschikking aan de werknemer.

§ 2. De maximale nominale waarde van de ecocheque bedraagt €10 per ecocheque.

Hoofdstuk 3: Toekenningsmodaliteiten

Artikel 4

§ 1. Het recht op ecocheques ontstaat pas na het verstrijken van de proefperiode.

§ 2. Ten laatste in december 2011, wordt aan alle voltijdse tewerkgestelde werknemers met een volledige referteperiode ecocheques overhandigd met een totale waarde van maximaal € 125,00.

In de loop van de maand juni 2012 wordt aan alle voltijds tewerkgestelde werknemers met een volledige referteperiode ecocheques overhandigd met een totale waarde van maximaal € 250,00.

§ 3. Voor de werknemers die deeltijds tewerkgesteld zijn wordt, het bedrag aangepast in functie van de verhouding tussen de gemiddelde wekelijkse arbeidsduur van de betrokken werknemer en de gemiddelde wekelijkse arbeidsduur van een voltijdse werknemer. De afronding gebeurt naar de hogere eenheid.

§ 4. De bovenvermelde bedragen zijn verschuldigd aan de werknemers met een volledige referteperiode. De referteperiode is de periode van 12 maanden voorafgaand aan de maand waarin de ecocheques overhandigd worden.

In de referteperiode wordt rekening gehouden met alle effectief gepresteerde dagen en alle dagen die gelijkgesteld zijn op basis van de collectieve arbeidsovereenkomst nr.98 houdende de ecocheques.

Voor de werknemers met een onvolledige referteperiode, wordt het bedrag vastgesteld in functie van de werkelijke prestaties en de daarmee gelijkgestelde periodes volgens CAO nr.98 (art.6,§3).

Deze prorataregeling geldt eveneens bij overgang van statuut. (van voltijds naar deeltijds of omgekeerd)

Hoofdstuk 4: Invulling op ondernemingsniveau

Artikel 5

§ 1. Op ondernemingsniveau kan voor een andere équivalente invulling gekozen worden in plaats van de toekenning van ecocheques.

§ 2. Onder équivalente invulling wordt verstaan: een verhoging van de bestaande regeling maaltijdcheques met € 1 per dag; invoering of verbetering van een bestaande polis collectieve hospitalisatieverzekering; invoering of verbetering van een bestaand aanvullend pensioenplan; een verhoging van het bruto maandloon; toekenning van een bruto premie en dit telkens ter waarde van maximaal € 125 voor 2011 en maximaal € 250 voor 2012.

§ 3. De totale patronale kost van de de omgezette voordelen mag in geen geval hoger zijn dan de totale patronale kost van toepassing in het sectorale suppletieve stelsel, alle lasten inbegrepen voor de werkgever.

§ 4. De omzetting in een gelijkwaardig voordeel dient te gebeuren via bedrijfsoverleg uiterlijk tegen 30 april van het betrokken jaar. Bij wijze van overgangsmaatregel kan voor 2011, de omzetting in een gelijkwaardig voordeel gebeuren uiterlijk tegen 15 november 2011.

Hoofdstuk 5: Informatieverstrekking aan de werknemers

Artikel 6

De werkgever informeert de werknemers over de inhoud van de CAO nr.98 alsook over de keuze die hij gemaakt heeft in het kader van een omzetting naar een gelijkwaardig voordeel.

Hoofdstuk 6: Uitzonderingen

Artikel 7

De in deze collectieve arbeidsovereenkomst overeengekomen bepalingen zijn niet van toepassing op de ondernemingen die, op het moment van toekenning van de ecocheques of gelijkwaardig voordeel, zich bevinden in een situatie van herstructurering, faling, vereffening en sluiting.

Hoofdstuk 7: Slotbepalingen

Artikel 8

Voor 30 april 2013 zal in het Paritair Comité een evaluatie gemaakt worden van het suppletief systeem van ecocheques.

Daarbij zal geëvalueerd worden of de keuze voor het systeem van ecocheques ook na 2012 moet verder gezet worden of eventueel vervangen door een ander suppletief systeem, zonder een brutoformule uit te sluiten met een gelijke maximale patronale kost.

Artikel 9

De vertegenwoordigde vakorganisaties verbinden zich ertoe om tijdens de geldigheidsduur van deze overeenkomst, geen bijkomende eisen te stellen op het niveau van het paritair comité en van de ondernemingen in verband met de materies die in deze overeenkomst vervat zijn.

Hoofdstuk 8: Geldigheidsduur

Artikel 10

Onderhavige collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 28 juni 2011 en treedt buiten werking op 31 december 2012.